

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29345]

13 JUILLET 2016. — Décret portant modification du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans l'article 9 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2 les termes « maître de cours spéciaux » sont remplacés par les termes : « maître de travaux manuels, maître de seconde langue (anglais), maître de seconde langue (allemand), maître de seconde langue (néerlandais), maître de langue des signes, maître de philosophie et de citoyenneté ou maître d'éducation physique ».

2° à l'alinéa 3, 1°, les termes « maître de cours spéciaux ou de maître de seconde langue » sont remplacés par les termes « maître de travaux manuels, maître de seconde langue (anglais), maître de seconde langue (allemand), maître de seconde langue (néerlandais), maître de langue des signes, maître de philosophie et de citoyenneté ou maître d'éducation physique. »

3° un nouvel alinéa 4 est inséré comme suit : « Les membres du personnel nommés à la fonction de maître de psychomotricité porteurs d'un diplôme d'instituteur maternel ou d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur peuvent être nommés à la fonction de directeur d'école maternelle. »

4° un nouvel alinéa 5 est inséré comme suit : « Les membres du personnel nommés à la fonction de maître de psychomotricité porteurs d'un diplôme d'instituteur maternel ou d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur peuvent être nommés à la fonction de directeur d'école fondamentale ».

Art. 2. Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel que modifié par les décrets des 19 juillet 2007, 13 décembre 2007, 18 juillet 2008, 23 janvier 2009, 30 avril 2009, 13 janvier 2011, 10 février 2011, 12 juillet 2012, 28 février 2013, 17 juillet 2013, 17 octobre 2013, 18 décembre 2013, 11 avril 2014 et 17 décembre 2014, il est inséré, un article 59bis, rédigé comme suit :

« Article 59bis. - § 1^{er}. Complémentairement aux articles 57 à 59, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'établissement maternel, primaire ou fondamental peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 57 à 59 avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 56.

En cas de direction d'école primaire avec classe, seul le détenteur du titre d'instituteur primaire ou d'AESI peut postuler.

En cas de direction d'école maternelle avec classe, seul le détenteur du titre d'instituteur maternel peut postuler.

§ 2. Par dérogation aux articles 57 à 59, le candidat titulaire à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale qui postule dans le cadre des paragraphes qui précèdent, sous réserve du § 1^{er} alinéas 2 et 3, remplit la condition de titre, qu'il soit en possession d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

§ 3. Complémentairement aux articles 57 à 59, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de directeur ou de préfet des études peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 57 à 59 avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de directeur ou de préfet des études ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 56.

§ 4. Complémentairement aux articles 57 à 59, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur de l'enseignement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 57 à 59 avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 56.

§ 5. Pour l'application des §§ 1 à 4, le membre du personnel doit avoir exercé la fonction qu'il occupe durant un délai de trois ans. »

Art. 3. Dans le même décret, est ajouté à l'article 60 un § 3bis, rédigé comme suit :

« § 3bis. Un pouvoir organisateur qui doit désigner un membre du personnel à titre temporaire dans une fonction de directeur peut désigner un membre du personnel conformément à l'article 59bis, pour autant qu'il ait exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans. »

Art. 4. Dans le même décret, il est inséré, un article *82bis*, rédigé comme suit :

« Article *82bis*. - § 1^{er}. Complémentairement aux articles 80 à 82, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur d'établissement maternel, primaire ou fondamental peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 80 à 82, avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 79.

En cas de direction d'école primaire avec classe, seul le détenteur du titre d'instituteur primaire ou d'AESI peut postuler.

En cas de direction d'école maternelle avec classe, seul le détenteur du titre d'instituteur maternel peut postuler.

§ 2. Par dérogation aux articles 80 à 82, le candidat titulaire à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale qui postule dans le cadre des paragraphes qui précèdent, sous réserve du § 1^{er} alinéas 2 et 3, remplit la condition de titre qu'il soit en possession d'un diplôme d'instituteur maternel, d'instituteur primaire ou d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

§ 3. Complémentairement aux articles 80 à 82, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de directeur ou de préfet des études peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 80 à 82 avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de directeur ou de préfet des études ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 79.

§ 4. Complémentairement aux articles 80 à 82, un pouvoir organisateur qui doit admettre un membre du personnel au stage dans une fonction de directeur de l'enseignement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit peut mettre en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions des articles 80 à 82 avec celles de membres du personnel titulaires à titre définitif, dans l'enseignement subventionné, d'une fonction de directeur de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, ayant répondu à l'appel à candidat visé à l'article 79.

§ 5. Pour l'application des §§ 1 à 4, le membre du personnel doit avoir exercé la fonction qu'il occupe durant un délai de trois ans. »

Art. 5. Dans le même décret, est ajouté à l'article 83 un § *3bis*, rédigé comme suit :

« § *3bis*. Un pouvoir organisateur qui doit engager un membre du personnel à titre temporaire dans une fonction de directeur peut engager un membre du personnel conformément à l'article *82bis*, pour autant qu'il ait exercé ses fonctions dans l'emploi qu'il occupe durant un délai de trois ans. »

Art. 6. Dans le tableau II du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel que modifié par le décret du 13 décembre 2007 portant diverses mesures en matière d'enseignement, par le décret du 23 janvier 2009 portant des dispositions relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française et les internats dépendant de ces établissements, et dans les centres psycho-médico-sociaux, relatives au congé pour activités sportives et diverses mesures urgentes en matière d'enseignement et par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les rubriques « directeur d'école maternelle », « directeur d'école primaire », « directeur d'école fondamentale », « directeur de l'enseignement secondaire inférieur » et « directeur » sont modifiées comme suit :

Directeur d'école maternelle	<p>a) Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur maternel chargé des cours en immersion en langue des signes ;</p> <p>b) Maître de psychomotricité ;</p>	<p>a) Diplôme d'instituteur maternel</p> <p>b) Diplôme d'instituteur maternel ou AESI</p>
Directeur d'école primaire	<p>Instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire chargé des cours en immersion en langue des signes, maître d'éducation physique, maître de seconde langue (allemand) maître de seconde langue (anglais), maître de seconde langue (néerlandais), maître de langue des signes, maître de morale, maître de travaux manuels, maître d'éducation musicale, maître de philosophie et de citoyenneté, maître de religion ;</p>	<p>Diplôme d'instituteur primaire ou AESI</p> <p>Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2.</p>
Directeur d'école fondamentale	<p>a) Instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion linguistique, instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion linguistique, maître d'éducation physique, maître de seconde langue (allemand) maître de seconde langue (anglais), maître de seconde langue (néerlandais), maître de travaux manuels, maître d'éducation musicale, maître de morale, maître de philosophie et de citoyenneté, maître de religion</p> <p>b) Maître de psychomotricité</p>	<p>a) Un des titres suivants : Diplôme d'instituteur maternel Diplôme d'instituteur primaire ou AESI</p> <p>Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2.</p> <p>b) Diplôme d'instituteur maternel ou AESI</p>

<p>Directeur de l'enseignement secondaire inférieur</p>	<p>a) Soit une fonction de recrutement ou de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ; Soit une fonction de chef de travaux d'atelier</p> <p>b) Soit une fonction de recrutement ou de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire spécialisé du degré inférieur ; Soit une fonction de chef de travaux d'atelier</p>	<p>a) Un des titres suivants : - AESI ; - AESS - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2.</p> <p>b) Un des titres suivants : - AESI ; - AESS ; - titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; - diplôme d'instituteur primaire Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2.</p>
---	--	--

Préfet des études ou directeur	<p>a) Soit une fonction de recrutement ou de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l'un et l'autre degrés respectivement dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou de promotion sociale, ou dans l'enseignement supérieur de promotion sociale pour ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de chef de travaux d'atelier</p>	<p>a) Soit un des titres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AESS ; - titre du niveau supérieur du 3^{ème} degré, complété par un titre pédagogique ; - AESI et avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l'article 29bis du 1^{er} février 1993 précité, la fonction de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur, ou de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur ; <p>Pour autant qu'il s'agisse d'un titre requis ou d'un titre suffisant pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 2.</p> <p>Soit un titre du niveau supérieur du 2^{ème} degré, ou un diplôme d'école ou de cours techniques supérieurs du 1^{er} degré ou un diplôme d'enseignement artistique supérieur du 1^{er} degré, complété chacun par un titre pédagogique, et avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés conformément à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l'article 29bis du 1^{er} février 1993 précité, la fonction de sous-directeur de l'enseignement secondaire inférieur, de proviseur ou sous-directeur, ou de directeur de l'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur</p>
--------------------------------	--	--

	<p>b) Pour l'enseignement de plein exercice ou en alternance, soit une fonction de recrutement ou de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de chef de travaux d'atelier, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur</p> <p>c) Pour l'enseignement de promotion sociale, soit une fonction de recrutement ou de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire de plein exercice ou en alternance, soit une fonction de chef de travaux d'atelier, soit une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole, à condition d'avoir répondu, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement de promotion sociale, à l'ensemble des conditions d'accès au stage pour la fonction de préfet des études ou directeur.</p>	<p>b) un titre requis ou un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2, point a).</p> <p>c) un titre requis ou un titre suffisant pour une des fonctions visées à la colonne 2, point a).</p>
--	--	---

Art. 7. Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif comme directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale et bénéficiant d'un congé pour exercer une autre fonction de directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale sont réputés en avoir bénéficié dans le cadre du dispositif du présent décret.

Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif comme directeur de l'enseignement secondaire inférieur, directeur ou préfet des études et bénéficiant d'un congé pour exercer une autre fonction de directeur de l'enseignement secondaire inférieur, directeur ou préfet des études sont réputés en avoir bénéficié dans le cadre du dispositif du présent décret.

Si l'emploi était vacant à la date de prise de fonction ou en cours de désignation, le stage est réputé avoir débuté à la date de la vacance.

Art. 8. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 13 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
Mme A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
Mme M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,
Mme I. SIMONIS

—
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 324-1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 13 juillet 2016.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29345]

13 JULI 2016. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007
tot vaststelling van het statuut van de directeurs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 9 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid worden de woorden “meester bijzondere vakken” vervangen door de woorden “leermeester handenarbeid, leermeester tweede taal (Engels), leermeester tweede taal (Duits), leermeester tweede taal (Nederlands), leermeester gebarentaal, leermeester filosofie en burgerzin of leermeester lichamelijke opvoeding”.

2° in het derde lid, 1°, worden de woorden “leermeester bijzondere vakken of leermeester tweede taal” vervangen door de woorden “leermeester handenarbeid, leermeester tweede taal (Engels), leermeester tweede taal (Duits), leermeester tweede taal (Nederlands), leermeester gebarentaal, leermeester filosofie en burgerzin of leermeester lichamelijke opvoeding”.

3° er wordt een nieuw lid 4 ingevoegd, luidend als volgt : “De personeelsleden die benoemd worden in het ambt van leermeester psychomotoriek, houder van een diploma van onderwijzer kleuteronderwijs of een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, kunnen worden benoemd in het ambt van directeur van een kleuterschool.”.

4° er wordt een nieuw lid 5 ingevoegd, luidend als volgt : “De personeelsleden die benoemd worden in het ambt van leermeester psychomotoriek, houder van een diploma van onderwijzer kleuteronderwijs of een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, kunnen worden benoemd in het ambt van directeur van een basisschool.”.

Art. 2. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, zoals gewijzigd bij de decreten van 19 juli 2007, 13 december 2007, 18 juli 2008, 23 januari 2009, 30 april 2009, 13 januari 2011, 10 februari 2011, 12 juli 2012, 28 februari 2013, 17 juli 2013, 17 oktober 2013, 18 december 2013, 11 april 2014 en 17 december 2014, wordt een artikel 59bis, luidend als volgt :

“Artikel 59bis. § 1. Aanvullend bij de artikelen 57 tot 59, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 57 tot 59 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool die de in artikel 56 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

In het geval van een directie van een lagere school met een klas, kan alleen de houder van het bekwaamheidsbewijs van onderwijzer lager onderwijs of GLSO zich kandidaat stellen.

In het geval van een directie van een kleuterschool met een klas, kan alleen de houder van het bekwaamheidsbewijs van onderwijzer kleuteronderwijs zich kandidaat stellen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 57 tot 59, voldoet de kandidaat die in vast verband houder is, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool en die zich kandidaat stelt in het kader van de vorige paragrafen, onverminderd § 1, tweede lid en derde lid, aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijs, of hij in het bezit is van een diploma van onderwijzer kleuteronderwijs, onderwijzer lager onderwijs of geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs.

§ 3. Aanvullend bij de artikelen 57 tot 59, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van het lager secundair onderwijs, directeur of studiefprefect, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 57 tot 59 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van het lager secundair onderwijs, directeur of studiefprefect die de in artikel 56 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

§ 4. Aanvullend bij de artikelen 57 tot 59, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 57 tot 59 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan die de in artikel 56 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

§ 5. Voor de toepassing van de §§ 1 tot 4, moet het personeelslid gedurende een periode van drie jaar het ambt hebben ugeoefend dat het bekleedt.

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt aan artikel 60 een § 3bis toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 3bis. Een inrichtende macht die een personeelslid in een ambt van directeur in tijdelijk verband moet aanstellen, kan een personeelslid aanstellen overeenkomstig artikel 59bis, voor zover het zijn ambt heeft ugeoefend in de betrekking die het gedurende een periode van drie jaar bekleedt.”

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt een artikel 82*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Artikel 82*bis*.- § 1. Aanvullend bij de artikelen 80 tot 82, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 80 tot 82 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool die de in artikel 79 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

In het geval van een directie van een lagere school met een klas, kan alleen de houder van het bekwaamheidsbewijs van onderwijzer lager onderwijs of GLSO zich kandidaat stellen.

In het geval van een directie van een kleuterschool met een klas, kan alleen de houder van het bekwaamheidsbewijs van onderwijzer kleuteronderwijs zich kandidaat stellen.

§ 2. In afwijking van de artikelen 80 tot 82, voldoet de kandidaat die in vast verband houder is, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool en die zich kandidaat stelt in het kader van de vorige paragrafen, onverminderd § 1, tweede lid en derde lid, aan de voorwaarden inzake bekwaamheidsbewijs, of hij in het bezit is van een diploma van onderwijzer kleuteronderwijs, onderwijzer lager onderwijs of geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs.

§ 3. Aanvullend bij de artikelen 80 tot 82, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van het lager secundair onderwijs, directeur of studieprefect, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 80 tot 82 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van het lager secundair onderwijs, directeur of studieprefect die de in artikel 79 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

§ 4. Aanvullend bij de artikelen 80 tot 82, kan een inrichtende macht die een personeelslid tot de stage moet toelaten in een ambt van directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan, de personeelsleden die aan de voorwaarden van de artikelen 80 tot 82 voldoen, laten mededingen met de personeelsleden die in vast verband houder zijn, in het gesubsidieerd onderwijs, van een ambt van directeur van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan en die de in artikel 79 bedoelde oproep tot kandidaten hebben beantwoord.

§ 5. Voor de toepassing van de §§ 1 tot 4, moet het personeelslid gedurende een periode van drie jaar het ambt hebben uitoefend dat het bekleedt.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt aan artikel 83 een § 3*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

“§ 3*bis*. Een inrichtende macht die een personeelslid in een ambt van directeur in tijdelijk verband moet aanstellen, kan een personeelslid aanstellen overeenkomstig artikel 82*bis*, voor zover het zijn ambt heeft uitoefend in de betrekking die het gedurende een periode van drie jaar bekleedt.”

Art. 6. In tabel II van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, zoals gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007 houdende verschillende maatregelen inzake onderwijs, bij het decreet van 23 januari 2009 houdende diverse bepalingen betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties vereist voor de uitoefening van ambten in de inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd voorschools, lager en secundair onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap en de internaten die van deze inrichtingen afhangen, en in de psycho-medisch-sociale centra, betreffende het verlof voor sportactiviteiten en houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs, en bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, worden de rubrieken “Directeur van een kleuterschool”, “Directeur van een lagere school”, “Directeur van een basisschool”, “Directeur van het lager secundair onderwijs” en “directeur” gewijzigd als volgt :

Directeur van een kleuterschool	a) Onderwijzer kleuteronderwijs, onderwijzer kleuteronderwijs, belast met taalbadonderwijs, onderwijzer kleuteronderwijs, belast met gebarentaalbadonderwijs	a) Diploma onderwijzer kleuteronderwijs
	b) Leermeester psychomotoriek	b) Diploma onderwijzer kleuteronderwijs of GLSO
Directeur van een lagere school	Onderwijzer lager onderwijs, onderwijzer lager onderwijs, belast met taalbadonderwijs, onderwijzer lager onderwijs, belast met gebarentaalbadonderwijs, leermeester lichamelijke opvoeding, leermeester tweede taal (Duits), leermeester tweede taal (Engels), leermeester tweede taal (Nederlands), leermeester gebarentaal, leermeester zedenleer, leermeester handenarbeid, leermeester muziekopvoeding, leermeester filosofie en burgerzin, leermeester godsdienst;	Diploma van onderwijzer lager onderwijs of GLSO Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2
Directeur van een basisschool	a) Onderwijzer kleuteronderwijs, onderwijzer kleuteronderwijs, belast met taalbadonderwijs, onderwijzer lager onderwijs, belast met taalbadonderwijs, leermeester lichamelijke opvoeding, leermeester tweede taal (Duits), leermeester tweede taal (Engels), leermeester tweede taal (Nederlands), leermeester handenarbeid, leermeester muziekopvoeding, leermeester zedenleer, leermeester filosofie en burgerzin, leermeester godsdienst;	a) Een van de volgende bekwaamheidsbewijzen : Diploma van onderwijzer kleuteronderwijs Diploma van onderwijzer lager onderwijs of GLSO Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2

	b) Leermeester psychomotoriek	b) Diploma van onderwijzer kleuteronderwijs of GLSO
Directeur van het lager secundair onderwijs	a) Ofwel een wervingsambt of een selectieambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad; Ofwel een ambt van werkplaatsleider	a) Eén van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1ste graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
	b) Ofwel een wervingsambt of een selectieambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het gespecialiseerd secundair onderwijs van de lagere graad; Ofwel een ambt van werkplaatsleider	b) Eén van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GLSO; - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 1ste graad ten minste, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2.
Studieprefect of directeur	a) Ofwel een wervingsambt of een selectieambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere graad, de hogere graad of van de ene en andere graden respectievelijk in het onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend onderwijs of het onderwijs voor sociale promotie, of in het hoger onderwijs voor sociale promotie voor wat betreft het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een ambt van werkplaatsleider	a) Ofwel één van de volgende bekwaamheidsbewijzen : - GHSO; - Bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 3de graad, aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs; - GLSO en tijdens 900 dagen ten minste, berekend overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 of artikel 29bis van het voornoemde decreet van 1 februari 1993, het ambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, van provisor of onderdirecteur of directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht hebben uitgeoefend;
		Voor zover het gaat om een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld onder punt 1 van kolom 2.
		Ofwel een bekwaamheidsbewijs van het hogere niveau van de 2de graad, of een diploma van de school of van de hogere technische cursussen van de 1ste graad of een diploma van het hoger kunstonderwijs van de 1ste graad, elk aangevuld met een pedagogisch bekwaamheidsbewijs, en tijdens 900 dagen ten minste, berekend overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde decreet van 6 juni 1994 of artikel 29bis van 1 februari 1993 het ambt van onderdirecteur van het lager secundair onderwijs, van provisor of onderdirecteur of van directeur van het lager secundair onderwijs in het onderwijs georganiseerd door de inrichtende macht hebben uitgeoefend.

	b) Voor het onderwijs met volledig leerplan of het alternerend onderwijs, ofwel een wervingsambt of een selectieambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het onderwijs voor sociale promotie, ofwel aan ambt van werkplaatsleider, ofwel een ambt van rang 1 of rang 2 in een hogeschool, op voorwaarde dat in het kader van zijn loopbaan in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend secundair onderwijs beantwoord werd aan het geheel van de voorwaarden voor de toegang tot de stage voor het ambt van studieprefect of directeur	b) Een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a).
	c) Voor het onderwijs voor sociale promotie, ofwel een wervingsambt of een selectieambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs met volledig leerplan of in het alternerend secundair onderwijs, ofwel een ambt van rang 1 of rang 2 in een hogeschool, op voorwaarde dat in het kader van zijn loopbaan in het onderwijs voor sociale promotie, beantwoord werd aan het geheel van de voorwaarden voor de toegang tot de stage voor het ambt van studieprefect of directeur	c) Een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende bekwaamheidsbewijs voor één van de ambten bedoeld in kolom 2, punt a)

Art. 7. De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden als directeur van een kleuter-, lagere of basisschool, en die een verlof genieten om een ander ambt van directeur van een kleuter-, lagere of basisschool uit te oefenen, worden geacht dit te hebben genoten in het kader van het dispositief van dit decreet.

De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden als directeur van het lager secundair onderwijs, directeur of studieprefect, en die een verlof genieten om een ander ambt van het lager secundair onderwijs, directeur of studieprefect, uit te oefenen, worden geacht dit te hebben genoten in het kader van het dispositief van dit decreet.

Als de betrekking vacant was op de datum van inambttreding of gedurende de periode van de aanstelling, wordt de stage geacht te zijn begonnen op de datum waarop de betrekking vacant werd.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 13 juli 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
M. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 324-1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. — Vergadering van 13 juli 2016.